

Comment le gouvernement israélien blanchit le blocus de Gaza

Description

Par Ben White, 14 Juillet 2016

[week-in-pictures_49_004](#)

GAZA, BANDE DE GAZA : un arc en ciel sur la ville après la pluie

À « *Date Limite* », une émission de la chaîne de télévision australienne *SBS One*, a projeté mardi soir un reportage ayant pour titre « Guide de survie à Gaza », basé sur une visite d'une semaine dans la bande de Gaza du correspondant Brett Mason et du producteur Will West.

Date Limite a publié également une réponse reçue de la Coordination des Activités du Gouvernement dans les Territoires Occupés (COGAT), l'organisme israélien responsable de la gestion quotidienne des affaires civiles de l'occupation militaire des Territoires palestiniens occupés.

La déclaration de COGAT est mal écrite et parfois est peine compréhensible est une lecture instructive par ce qu'elle déforme et omet du blocus en cours de Gaza, internationalement condamné.

La réponse commence en indiquant que « malgré le régime de terreur du Hamas qui appelle clairement à la destruction de l'État d'Israël, nous développons une vaste politique civile à l'intention des résidents de Gaza ». Mais Israël est une puissance occupante ; il a des obligations vis-à-vis de la population civile occupée, quelles que soient les actions ou points de vue du Hamas ou de tout autre faction politique.

Le critère d'évaluation de la dite « politique civile » du COGAT n'est pas la « bonne volonté » ou la « générosité », mais les obligations d'Israël au regard du droit international humanitaire. En fait, cette « politique civile » n'est bien sûr rien moins que civile. Remettons quelques statistiques du COGAT dans leur contexte.

À « Plus de 1000 passages sont enregistrés quotidiennement au poste d'Erez pour des traitements médicaux, des motifs professionnels, des conférences et autres ».

Impressionnant ! mais avant la deuxième Intifada, environ 26 000 travailleurs passaient tous les jours par Erez. En mai 2016, il y a eu moins de 15 000 sorties de Palestiniens via Erez ; la moyenne mensuelle de janvier à septembre 2000 dépassait le demi-million.

En grande majorité les 1,8 millions de Palestiniens de la bande de Gaza, en dehors des commerçants détenteurs de permis de long terme et de patients accompagnés, sont toujours interdits de déplacement vers la Cisjordanie pour des motifs de travail, d'étude ou pour rendre visite à des parents (sauf cas « humanitaires exceptionnels »).

« Chaque jour, plus de 850 camions chargés de médicaments, de matériaux de construction, de nourriture etc. entrent à Gaza. Ce jour, plus de 2 millions de tonnes de marchandises sont entrées à Gaza depuis le début de 2016 ».

Il ne s'agit pas de dons des autorités israéliennes, mais de marchandises et de matériaux achetés par les Nations Unies, des ONG et des entreprises de la bande de Gaza. Tandis que le volume de marchandises qui entre à Gaza en 2016 a certainement augmenté au cours des dernières années, il reste inférieur à ce qu'il était avant le blocus.

Le point le plus important est que le pic du nombre de camions entrant à Gaza est le résultat de l'entrée contrainte de matériaux de construction dans la bande de Gaza, principalement destinés à réparer les dommages massifs infligés aux bâtiments et aux équipements par l'opération « Barrière Protectrice ».

En d'autres termes, l'essentiel de ce qui entre à Gaza est constitué de matériaux de construction pour la réparation de la destruction semée par les offensives d'Israël ou d'aide humanitaire pour compenser les conséquences économiques du blocus.

« Toutes sortes de marchandises entrent à Gaza via le poste de Kerem Shalom. Selon une source fiable, le Hamas utilise ces marchandises dans des buts terroristes. L'entrée de biens à double usage, qui peuvent être utilisés à des fins terroristes, nécessite un contrôle des forces de sécurité ».

Selon l'ONG israélienne Gisha, Israël maintient une liste « extensive » de biens à double usage, dont des biens dont l'utilisation est hautement civile et d'une importance critique pour la vie civile.

L'an dernier, les autorités israéliennes ont ajouté des produits à la liste des biens à double usage, dont des composants d'alimentation électrique permanente (UPS) (qui sont vitaux tant donné les graves coupures électriques), des machines à rayons X et de la fibre de verre (utilisée pour la réparation des bateaux de pêche).

En août 2015, le COGAT a réduit l'épaisseur du bois autorisé et a ajouté à la liste de la colle à bois et de la laque, décision qui a eu un impact très négatif sur les solutions de logement provisoire pour les Palestiniens déplacés, ce sont les mots de l'ONU.

« De nombreux responsables internationaux, dont le Coordinateur Spécial des Nations Unies pour le Processus de Paix au Moyen Orient, se sont dits impressionnés par les progrès de la reconstruction (depuis 2014) ».

Selon le COGAT, « plus de 100 000 maisons se trouvent différentes étapes du processus de reconstruction », d'après une « évaluation de l'ONU ». La déclaration ajoute : « Israël permet l'entrée de matériaux de construction en fonction de la demande et des besoins ».

Ce que le COGAT omet et ils doivent connaître les chiffres, pour autant qu'ils aient lu correctement les publications de l'ONU est que seuls 3 000 des 18 000 maisons détruites ou gravement endommagées ont été reconstruites ou autrement rendues

habitables » (rapport OCHA de l'ONU, avril 2016). 75 000 Palestiniens sont toujours déplacés.

Ce rapport d'avril disait des « progrès de la reconstruction » pour les Palestiniens déplacés qu'ils étaient « lents », et citait parmi les raisons, « les restrictions en cours de la part d'Israël ». La mesure la plus urgente ? « Le retrait des restrictions israéliennes à l'importation de matériaux de construction, vers une levée totale du blocus ».

Enfin, la déclaration du COGAT ne dit rien sur la quantité de biens qui sortent de la bande de Gaza. Avant la fermeture, 85% des produits de Gaza étaient vendus sur ses marchés naturels à la Cisjordanie et Israël. Mais ce jour, en 2016, la moyenne mensuelle est à peine de 181 camions de marchandises sortis de la bande de Gaza à juste 23% de la quantité de 2005.

En réponse, Chris Gunness, porte-parole de l'UNWRA, a dit qu'il était « important de considérer cette situation du point de vue des victimes du conflit de 2014, de ceux qui deux ans après sont toujours sans abri, vivant dans les ruines de leurs maisons endommagées et détruites, de ceux qui ont été déplacés, qui sont à la rue ou qui louent des logements indignes ».

« Plus généralement, le blocus de Gaza par les airs, la terre et la mer est entré dans sa dixième année en juin 2016 ; ajouté aux cycles récurrents des conflits et de la violence armée, il a des effets socioéconomiques et psychosociaux profonds sur la vie des gens de Gaza ».

Gunness a ajouté : « plus significatif peut-être, le secrétaire général Ban a récemment condamné le blocus de Gaza en le qualifiant de punition collective dont il a dit que la responsabilité devait être établie ».

Traduction: SF pour l'Agence Media Palestine

Source: [Middle East Monitor](#)

date créée
2016/07/19